

L'extension du pass sanitaire profite aux entreprises spécialistes des QR codes

L'extension du pass sanitaire provoque l'essor des entreprises spécialisées dans la lecture de QR codes. Leurs clients deviennent plus nombreux avec les cafés, restaurants et autres festivals. En prévoyant de reprogrammer leurs appareils à d'autres fins une fois la crise sanitaire passée, elles espèrent fidéliser cette nouvelle clientèle.

Republication du 6 août 2021

« Depuis le début de la semaine, j'ai une augmentation de 40 à 60% du rythme de commandes. » Le pass sanitaire, qui doit être étendu le lundi 9 août, fait déjà les affaires de certains fournisseurs de solutions de contrôle du précieux sésame. La startup française Famoco a ainsi vu « *une forte accélération* » de ses ventes depuis qu'elle propose aux professionnels des terminaux qui vérifient la validité du pass sanitaire. Ces boîtiers, qui ressemblent à des smartphones, contiennent uniquement TousAntiCovid Vérif, l'application préconisée par le gouvernement pour les contrôler.

Posséder de telles machines n'est pas obligatoire pour les entreprises soumises

au pass sanitaire, car n'importe qui peut vérifier le fameux QR code en téléchargeant sur son téléphone TousAntiCovid Vérif. Mais Famoco, comme d'autres fournisseurs de terminaux, assure que les boîtiers simplifient la tâche, en évitant de demander aux salariés qui vérifient les pass sanitaires d'utiliser leurs propres téléphones, en leur confiant un appareil sans valeur marchande. Les terminaux apporteraient également une certaine sécurité, selon les vendeurs. « *On limite le risque de trafic car avec le terminal le salarié ne peut pas prendre de photo du pass sanitaire qu'il contrôle pour le revendre ensuite* », soutient Lionel Baraban, directeur général de Famoco.

À lire aussi

Covid-19 : la vaccination en entreprise reste possible mais « pose question »

Élargir leur clientèle

Habituellement, les terminaux fabriqués par la startup servent à faire du paiement sans contact ou encore de la vérification d'identité. Avec ses modèles pour le pass sanitaire, Famoco s'est mise à vendre à des cafetiers et restaurateurs, qui achètent un boîtier à 199 euros l'unité. Certaines sociétés du monde de l'événementiel ont aussi commencé à louer ce type de terminaux. C'est le cas notamment de la société tourangelle Weecop, spécialiste du paiement sans contact dans les festivals et les salons. Coût du service : 9,99 euros par jour et par appareil, sans les taxes.

« *On a été sollicité par nos clients pour le faire*, raconte l'un de ses fondateurs, Antoine Pecquet. *Beaucoup d'événements ont été annulés donc c'est, pour nous, un moyen de compenser un peu les pertes.* » Le service de billetterie en ligne Weezevent a lui aussi choisi d'acheter des terminaux pour les louer à ses clients. Depuis le début du mois, deux personnes travaillent à plein temps dans l'entreprise à la réception et à la préparation du matériel. Mais « *c'est plutôt une galère à gérer, je ne pense pas qu'on puisse en faire un business pérenne* », indique son président-directeur général Pierre-Henri Deballon.

À lire aussi

Une seconde vie après la crise

Une fois la crise sanitaire passée, tous ces terminaux pourront être reprogrammés pour de nouvelles utilisations. Ils pourront par exemple scanner des billets d'entrée, mais aussi servir pour des prises de commande ou comme terminaux de paiement. Au-delà des petits boîtiers, d'autres machines ont été mises au point pour contrôler les pass sanitaires. La société Doovision, qui commercialise des bornes de désinfection des mains par UV, a ainsi intégré à ses machines un lecteur de QR code pour vérifier le pass sanitaire. En pratique, on passe ses mains dans une fente pour les désinfecter, puis on présente son téléphone devant une caméra, qui scanne le pass sanitaire et indique s'il est valide ou pas. Le coût est de 4210 euros à l'achat, avec toutes les options, ou 160 euros par mois en location.

Pour le gouvernement, pas question pour le moment de verser une aide à l'achat de tels dispositifs car il considère qu'un téléphone, « *dispositif simple et peu coûteux* », suffit. De son côté, la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur a proposé une aide aux cafés, restaurants, lieux de culture et espace de loisirs pour financer des appareils de vérification du pass sanitaire. Elle devrait atteindre un montant de 300 à 500 euros, selon l'entourage du président de région Renaud Muselier, qui table sur une dépense totale d'environ 1,5 million d'euros. Mais pour l'heure, rien n'est fait : si certains établissements se sont déjà laissés séduire par les bornes de Doovision, leur utilisation pour lire le pass sanitaire n'est pas encore autorisée. Contrairement aux autres terminaux cités, elle n'utilise pas en effet l'application TousAntiCovid Vérif. La publication de décrets sur le sujet, suite à l'approbation de la loi par le Conseil constitutionnel, sera nécessaire pour permettre une telle pratique.

Maddyness avec AFP